



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var
Service eau et biodiversité**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEBIO/2022- 88 du 18 NOV. 2022
autorisant le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion
du Parc Naturel de la Sainte-Baume à effectuer une prospection
et une étude sur le cours d'eau Vallon des Combes
sur le territoire de la commune de Mazaugues.**

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-5, L. 436-9, et R. 432-6 à R. 432-11 ;

Vu l'arrêté du 2 février 1989 portant dérogation aux prescriptions des articles 11 et 16 du décret du 14 novembre 1998 pour l'utilisation des installations de pêche à l'électricité ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Evence RICHARD préfet du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022/24/MCI du 21 juillet 2022 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BOULET, directeur départemental des territoires et de la mer du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM/MPCA/2022-05 du 1 août 2022 modifié donnant subdélégation de signature à des agents de la direction départementale des territoires et de la mer du Var ;

Vu l'avis de M. le président de la fédération du Var pour la pêche et la protection du milieu aquatique (FVPPMA) du 24 octobre 2022 ;

Vu l'avis de M. le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB) du 24 octobre 2022 ;

Considérant que la demande est conforme aux exigences du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire de l'autorisation exceptionnelle de pêche

M. Gaëtan AYACHE représentant le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc Naturel Régional de la Sainte-Baume – 2219 route de Nans-Les-Pins – Plan d'Aups Sainte-Baume 83640.

Article 2 : But de l'opération – commanditaire de la pêche

Cette étude porte sur la répartition d'une population d'Écrevisses à pattes blanches et d'une population d'Écrevisses signal sur le cours d'eau Vallon des Combes, commune de Mazaugues. Cette pêche sera effectuée dans les conditions et sous les réserves précisées aux articles suivants du présent arrêté. Il sera encadré par un spécialiste de cette espèce, bureau d'étude Saule et Eaux, M. Théo DUERRAY .

Article 3 : Lieu de l'opération

Sur le cours d'eau Vallon des Combes – Commune de Mazaugues – lieu-dit Vidauban.

Article 4 : Espèces

Toutes les espèces d'écrevisses à pattes blanches (*Austrapotamobius pallipes* et *Ecrevisses signal* (*Paccifastacus leniusculus*).

Article 5 : Responsable de l'exécution matérielle

Les responsables seront les agents du PNR suivants : Gaëtan AYACHE, chargé de mission Natura 2000, et Thierry DARMUZEY, chargé de mission patrimoine naturel. Ils seront amenés à être accompagnés de partenaires ou d'experts locaux.

Article 6 : Période de validité de l'autorisation

Les opérations de captures et d'études se dérouleront de septembre, à février 2023.

Article 7 : Moyens et modes de capture

Les captures seront réalisées à la main, en progressant à pied dans le cours d'eau ou sur les berges, de l'amont vers l'aval. Aucun matériel de pêche électrique ne sera utilisé.

Article 8 : Destination de la population piscicole capturée

Les prélèvements sur les Écrevisses à pattes blanches seront faits uniquement sur les individus morts pour analyse. Aucun individu capturé d'Écrevisse signal ne sera gardé vivant. Les deux espèces seront analysées pour connaître leur taux d'infection à l'aphanomyose.

Article 9 : Déclaration préalable

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser, une semaine au moins avant le début des opérations, la déclaration écrite précisant le programme, les dates et lieux de capture, à la direction départementale des territoires et de la mer et au président de la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection des milieux aquatiques. Pour les opérations planifiées annuellement, la transmission du planning général des opérations, avant le début de la campagne et selon les mêmes modalités, pourra faire office de déclaration préalable.

Article 10 : Accord du (des) détenteur(s) du droit de pêche

Le bénéficiaire ne peut exercer les droits qui sont liés à la présente autorisation que s'il a obtenu l'accord du (des) détenteur (s) du droit de pêche.

Article 11 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 : Compte rendu d'exécution

Dans le délai de six mois suivant la réalisation de l'opération, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser un compte rendu précisant les résultats des captures : à la DDTM, à la FVPPMA et à l'OFB. Si la période de validité de l'autorisation est supérieure à un an, il lui adresse un compte rendu annuel.

Article 13 : Présentation de l'autorisation

Le bénéficiaire ou le responsable de l'exécution matérielle de la capture doit être présent et porteur de la présente autorisation, lors des opérations de capture. Il est tenu de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de la police de la pêche.

Article 14 : Retrait de l'autorisation

La présente autorisation est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité, si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 15 : Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut aussi faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon dans ce même délai.

Le défaut de réponse de l'administration au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois après sa réception fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible sur le site internet : « www.telerecours.fr ».

Article 16 : Publication et exécution

Le directeur départemental des territoires et de la mer, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var et mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le Var et notifié au bénéficiaire.

Copie de cet arrêté sera adressée, pour information, au président de la fédération du Var pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Fait à Toulon, le **18 NOV. 2022**

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,
La cheffe du service eau et biodiversité, par intérim,



Nathalie COQUELET